

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/372

G/SCM/W/382

23 avril 1996

(96-1510)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS DU PARAGUAY²

La Mission permanente du Paraguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 1996.

REPONSES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PARAGUAY AUX QUESTIONS POSEES PAR LA DELEGATION DES ETATS-UNIS DANS LE DOCUMENT G/ADP/W/202-G/SCM/W/209, DATE DU 28 NOVEMBRE 1995, AU SUJET DES DROITS ANTIDUMPING, DES SUBVENTIONS ET DES DROITS COMPENSATEURS

- Réponse 1: Jusqu'à l'entrée en vigueur de l' Accord antidumping et de l' Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il n'existait pas au Paraguay de loi ni de règlement en la matière.
- Réponse 2: Le gouvernement paraguayen élabore actuellement la réglementation pertinente et compte la faire entrer en vigueur dans les meilleurs délais.
- Réponse 3: Actuellement, il n'y a pas d'organisme spécifique. Toutefois, ces questions relèvent du Ministère de l'industrie et du commerce et dès que la réglementation sera adoptée, un organisme spécifique et des règles de procédure seront établis.
- Réponse 4: Il n'y a pour le moment aucune enquête ni procédure en cours.
- Réponse 5: Conformément au droit paraguayen, toutes les décisions ou résolutions adoptées par les autorités gouvernementales, y compris naturellement les résolutions en matière de droits antidumping, peuvent faire l'objet des recours suivants:

¹G/ADP/W/202-G/SCM/W/209.

²G/ADP/N/1/PRY/1-G/SCM/N/1/PRY/1.

- recours administratif en annulation ou en révision, qui épuise la voie administrative;
- recours judiciaire.

Par conséquent, la législation nationale est conforme aux dispositions de l'article 13 de l'Accord antidumping.